

DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES POUR L'EMPLOI

Note d'orientation pour les politiques



Bureau
international
du Travail

COMPÉTENCES POUR L'EMPLOI RURAL ET LE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS RURALES

Cette note d'orientation pour les politiques explique pourquoi il importe de prendre des mesures pour améliorer le développement des compétences rurales, objectif qui s'inscrit dans le cadre plus général des impératifs de développement auxquels doivent faire face les communautés rurales. Elle présente une série de moyens d'action envisageables par les gouvernements et les partenaires sociaux qui cherchent à améliorer les compétences rurales et les perspectives d'emploi. Elle illustre ses propos avec des exemples de bonne pratique et termine en passant en revue l'aide apportée par l'OIT en matière de formation dans les communautés rurales.

Les défis que doivent relever les communautés rurales

Le développement des communautés rurales est devenu une priorité tant au niveau national que dans le cadre des efforts déployés pour promouvoir le développement au niveau international. L'attention croissante accordée au secteur rural dans les programmes politiques s'explique par la persistance de la pauvreté dans les zones rurales, par l'urbanisation, la mondialisation et le changement climatique et, plus récemment, par la crise alimentaire due aux pénuries et à la flambée des prix. L'objectif du Millénaire pour le développement qui consiste à éliminer l'extrême pauvreté et la faim, et l'objectif mondial qui consiste à instaurer un travail décent pour tous ne sauraient être atteints si l'on ne s'emploie pas à réduire la pauvreté rurale.

De tout temps, l'agriculture a été le moteur du développement économique, apportant aux autres secteurs les denrées alimentaires, les fibres et sources d'énergie dont ils avaient besoin pour produire des biens et services toujours plus diversifiés. Dans de nombreux pays l'agriculture reste la principale source de revenus du secteur rural, contribuant pour beaucoup au PIB et représentant une source importante de recettes à l'exportation. L'agriculture ne peut jouer ce rôle dynamique et

créateur de richesse sans l'existence d'un environnement politique porteur, soucieux de garantir des institutions appropriées, d'instaurer le travail décent et de favoriser des investissements publics et privés bien ciblés et en quantités suffisantes

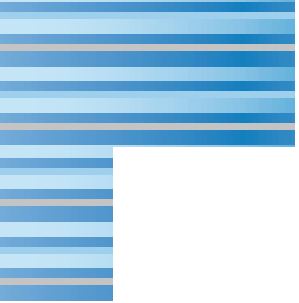
Les trois quarts des pauvres dans le monde se trouvent dans les zones rurales où les déficits de travail décent sont criants. Les marchés du travail ruraux sont souvent entachés de dysfonctionnements. Les institutions du marché du travail, les organisations et représentations du travail sont précaires. Le sous-emploi y est largement répandu et les revenus y sont généralement faibles. L'accès à la protection sociale est extrêmement restreint. Les travailleurs ruraux sont souvent vulnérables: ils ne sont pas toujours entièrement couverts par la législation nationale du travail et leurs droits d'une manière plus générale ne sont souvent pas reconnus ou respectés. Tout comme dans les zones urbaines, une large frange de l'activité économique des zones rurales est informelle.

Les économies rurales doivent satisfaire à un certain nombre d'impératifs auxquels les zones urbaines sont mieux à même de répondre - développement des réseaux de transport, accès aux installations sanitaires et aux services de santé et création d'un gisement de consommateurs de proximité, propre à soutenir le développement des petites et moyennes entreprises. Ceux qui travaillent dans les zones rurales doivent aussi faire face à toutes sortes de difficultés dues à l'insuffisance de débouchés économiques, au sous-investissement, à la médiocrité des infrastructures et des services publics comme l'éducation et, dans la plupart des cas, à une gouvernance inefficace et à des marchés sous-développés.

Pourquoi des mesures propices au développement des compétences s'imposent

Des zones rurales prospères sont essentielles au développement d'une région et d'un pays. L'éducation, l'entrepreneuriat et les infrastructures physiques et sociales sont autant de facteurs qui jouent un rôle important dans le développement des zones rurales. Les compétences contribuent largement à amé-

L'OIT soutient le développement des compétences pour améliorer l'employabilité des travailleurs, la productivité des entreprises et l'inclusivité de la croissance économique. The ILO supports skills development to improve the employability of workers, the productivity of enterprises and the inclusiveness of economic.



liorer l'employabilité et les moyens d'existence des habitants, à réduire la pauvreté, à stimuler la productivité et à promouvoir un développement écologiquement durable.

La migration des habitants des zones rurales vers les zones urbaines a contraint de nombreuses villes à se mobiliser pour accueillir les nouveaux arrivants, ce qui n'a pas manqué d'augmenter sensiblement la demande d'infrastructures et de services et de relever souvent les niveaux de pollution et autres formes de dégradation de l'environnement. Garantir des emplois et des revenus décents dans les zones rurales est un moyen essentiel d'endiguer cette vague de migration et de réduire la pauvreté.

La nécessité d'accroître la production agricole et d'assurer la sécurité alimentaire a attiré l'attention sur les difficultés qu'ont les communautés rurales à offrir des moyens de subsistance tant dans les activités agricoles que dans les activités non agricoles.

Les zones rurales doivent faire face à des problèmes spécifiques en matière d'éducation, de formation et de développement des compétences:

- L'accès à l'éducation et à la formation est souvent entravé par des obstacles tant financiers (comme les coûts de formation et de transport) que non financiers (comme la médiocrité des infrastructures en matière d'éducation et de formation, la rigidité des horaires/emplois du temps).
- Le manque à gagner que représente le fait d'aller à l'école ou de poursuivre une formation, surtout pour les enfants et les adultes pauvres des zones rurales, peut être trop important pour que ceux-ci acceptent de renoncer à leurs activités lucratives et/ou aux activités non rémunérées qu'ils effectuent pour venir en aide à leur famille.
- De nombreux habitants des zones rurales n'ont pas accès, ne serait-ce qu'à l'éducation de base. Ils ne peuvent de fait prétendre à une formation technique et professionnelle.
- Les relations d'inégalité entre les sexes et les rôles dévolus par tradition à chacun des deux sexes font que les filles et les femmes rencontrent davantage de difficultés pour accéder à l'éducation et à la formation.

- L'éducation et la formation telles qu'elles sont dispensées sont souvent de qualité médiocre. Les enseignants et des formateurs peuvent ne pas être qualifiés, le matériel et la technologie peuvent être obsolètes et les méthodes didactiques peu adaptées aux contextes ruraux.
- Dans de nombreux pays en développement, les systèmes de formation ne tiennent pas compte des besoins du marché du travail et des employeurs, de sorte que la formation dispensée ne répond pas toujours à la demande de compétences.
- La dégradation de l'environnement et le changement climatique font peser une lourde hypothèque sur les moyens de subsistance des habitants des zones rurales et il importe de prévenir tout risque à cet égard. Il faut, pour ce faire, mettre au point des stratégies novatrices et de nouvelles compétences pour aider les femmes et les hommes des zones rurales à se familiariser avec les dernières technologies respectueuses de l'environnement et à les utiliser.

Les gouvernements et les communautés rurales se doivent de résoudre ces problèmes dans leur globalité de manière à faciliter avant toute chose l'accès à un développement des compétences qui soit approprié et de qualité.

Emploi rural et développement des compétences: tour d'horizon

Les économies rurales se diversifient toujours plus. Tandis que l'agriculture reste la principale source de revenus, une part croissante des revenus des ménages ruraux provient d'activités non agricoles.

La structure de l'emploi rural varie selon les régions en développement. Le travail non agricole emploie quelque 48 pour cent des hommes adultes en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie du Sud ainsi qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et quelque 38 pour cent en Asie de l'Est et dans le Pacifique, mais seulement 20 pour cent en Afrique subsaharienne. Pour

Tableau 1. Nombre moyen d'années d'éducation des jeunes ruraux âgés de 18 à 25 ans, dans certains pays sélectionnés

	Afrique subsaharienne	Asie du Sud	Asie de l'Est (à l'exclusion de la Chine)	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Europe et Asie centrale	Amérique latine et Caraïbes
Zones urbaines						
Hommes	8.5	7.3	10.1	9.3	10.6	8.7
Femmes	7.6	6.5	10.1	9.2	11.1	8.9
Zones rurales						
Hommes	5.5	5.3	8.0	6.8	9.7	5.7
Femmes	4.3	3.0	7.7	5.0	10.0	5.8

Source: Banque mondiale, 2012 (calculs pondérés en fonction de la population de 2000, dans 58 pays à l'exception de la Chine et de l'Inde).

les femmes des zones rurales, les proportions sont moindres et varient moins d'une région à l'autre: le pourcentage est notamment de quelque 25 pour cent en Asie de l'Est et dans le Pacifique, en Europe et en Asie centrale et en Amérique latine et dans les Caraïbes (Banque mondiale, 2007; FIDA, 2010)

Le degré d'intensité et la nature des travaux agricoles varient également. Tandis que certains exploitants agricoles des pays en développement exercent des activités agricoles à haut rendement (comme la culture de certaines récoltes à forte valeur ajoutée destinées à l'exportation), la plupart restent cantonnés dans une activité agricole de subsistance à faible productivité (BIT, 2008b). Le fait d'avoir reçu une éducation ou acquis des compétences améliore l'aptitude des individus à innover et à adopter des technologies nouvelles dans leur activité agricole et leur permet d'accroître leur productivité et les rendements agricoles (Hartl, 2009). Les témoignages venus d'Asie donnent à penser qu'une meilleure éducation et une meilleure formation améliorent les chances de trouver un emploi non agricole bien rémunéré, tandis que l'absence d'éducation tend à limiter la possibilité de sortir du créneau agricole ou d'un emploi non agricole mal rémunéré (BIT, 2008b).

Dans les pays en développement, le manque d'accès à la formation empêche les ruraux de trouver des emplois non agricoles. Ainsi, presque 90 pour cent des ouvriers agricoles en Inde n'ont pas de formation formelle (BIT, 2008b) et une étude portant sur les petits exploitants au Kenya a indiqué que plus de 85 pour cent de ceux qui travaillent dans l'économie rurale informelle n'ont aucune formation commerciale ou technique (Haan, 2002). De nombreux jeunes des zones rurales ont des difficultés à entrer sur les marchés du travail urbains en raison de leur faible niveau d'éducation et de leur manque de compétences pratiques appropriées.

Ce sont souvent les filles et les femmes des zones rurales qui sont les plus touchées. Ainsi, en Asie du Sud, les femmes rurales âgées entre 18 et 25 ans ont effectué en moyenne 3 années de scolarité contre 6,5 pour leurs homologues urbaines (voir le tableau 1).

Dans de nombreux pays en développement, la plupart de la formation effectuée en milieu rural a lieu en dehors du système de formation formel. Ainsi, au Bénin, au Sénégal et au Cameroun, les apprentissages informels représentent près de 90 pour cent de la formation de tous les métiers (BIT, 2012).

Moyens d'action envisageables

Il existe tout un arsenal de mesures que les gouvernements, les partenaires sociaux et les communautés locales peuvent prendre pour développer les compétences des travailleurs ruraux et améliorer leur situation, contribuant de fait à accroître la productivité et les revenus et à améliorer le bien-être social.

Encadré 1. Stimuler la productivité et l'emploi dans le secteur agricole grâce à des produits diversifiés

Au Libéria, les recherches entreprises conjointement par le gouvernement, l'OIT et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont permis d'inventorier les technologies et compétences techniques requises pour relancer la production et l'emploi dans le secteur agricole, en particulier dans les plantations de caoutchouc, la production végétale, l'horticulture et l'élevage de bétail. L'objectif était de déterminer les productions végétales et animales susceptibles de générer des emplois et d'offrir aux jeunes une solution de remplacement à la migration dans l'économie urbaine informelle. Cet objectif s'inscrit dans une stratégie globale visant à exploiter le potentiel d'un secteur agricole revigoré et capable de contribuer aux objectifs nationaux en matière d'emploi. Les travaux de recherche révèlent que les rizières et les pépinières de multiplication nécessaires aux plantations d'arbres et à l'horticulture vivrière pourraient générer un grand nombre d'emplois à l'hectare, probablement mieux rémunérés que ceux des cultures traditionnelles. Ils mettent en évidence la nécessité d'investir dans plusieurs secteurs pour faciliter le passage à des cultures de remplacement, y compris dans la formation sur ces produits, dans la production, le traitement et la commercialisation, ainsi que dans l'infrastructure matérielle.

Source: FAO et ministère de l'Agriculture du Libéria, 2007, cité dans BIT 2008a

Mettre au point une stratégie intégrée de développement des compétences rurales

Message clé:

Le développement des compétences et l'accroissement des possibilités d'emplois dans les zones rurales nécessitent une démarche intégrée qui fasse intervenir l'ensemble des politiques, institutions et acteurs du milieu de la formation susceptibles de promouvoir et d'accroître l'offre de formation dans les régions rurales.

Une démarche intégrée peut consister à:

- intégrer le développement des compétences dans les politiques et stratégies de développement rural, notamment les politiques agricoles, et dans les politiques d'entrepreneuriat et de développement du secteur privé (voir l'encadré 1);
- renforcer la coordination et la collaboration avec le secteur privé en matière de développement des compétences, tant pour accroître la pertinence de la formation que

pour améliorer et faciliter la dispense de cette formation. Les employeurs tout particulièrement, mais aussi les organisations de travailleurs, les ONG et les groupes communautaires, devraient être associés à la planification et la mise en œuvre des programmes.

- évaluer les besoins du marché du travail et les débouchés économiques, et adapter la formation aux besoins particuliers en compétences du milieu rural;
- collecter et analyser les données ventilées par sexe, âge, groupe ethnique, handicap et autres critères pertinents, pour permettre de concevoir les services et programmes appropriés;
- mettre au point des politiques diversifiées en matière de développement des compétences qui prennent en compte les formations formelle, non formelle et informelle. Si l'accès à une formation formelle de qualité est importante, il est également primordial, lorsque l'on souhaite améliorer la transmission des compétences dans les zones rurales, de prendre en compte les formations non formelle et informelle dans les systèmes nationaux de formation.

Elargir l'accès à une éducation et une formation professionnelle de qualité

Message clé:

L'absence d'accès à une éducation et une formation de qualité est le principal obstacle à l'employabilité des populations rurales.

Améliorer l'accès à une éducation et une formation de qualité peut consister à:

- faire en sorte d'élargir le champ d'intervention des écoles et des instituts de formation aux zones rurales mal desservies;
- fournir gratuitement l'éducation de base en tant qu'assise indispensable à l'acquisition de compétences ultérieures, et offrir des incitations financières (comme des chèques-étude) et non financières (comme des repas à l'école) pour améliorer la fréquentation scolaire;
- fournir une formation technique et professionnelle qui soit à portée de toutes les bourses en réduisant les frais d'inscription qui constituent un sérieux obstacle, et prévoir des dispositifs d'intervention pour permettre la participation des plus défavorisés, comme les enfants travailleurs, les femmes en situation précaire, les minorités ethniques et les anciens combattants;
- compléter la formation technique et professionnelle par une éducation de base (compétences en lecture, écriture et calcul) et par la transmission d'aptitudes à la vie quotidienne (comme la confiance en soi, la gestion de sa propre santé, une certaine conscience sociale) (Brewer, 2013). Cette démarche permettrait aux participants de tirer davantage parti de leur formation technique et professionnelle et devrait être particulièrement utile aux plus marginalisés.

- promouvoir un environnement d'apprentissage qui prenne en compte les spécificités de chaque sexe en proposant par exemple des infrastructures de transport et des centres de formation sécurisés, des installations sanitaires et des dortoirs séparés ainsi que des systèmes de garderie (voir l'encadré 2);
- veiller à ce que les manuels et matériels d'apprentissage et de formation soient exempts de tout stéréotype sexiste et sensibiliser les enseignants et instructeurs à l'égalité entre hommes et femmes;
- encourager les femmes et les hommes à se former à des métiers qui n'obéissent pas aux stéréotypes de sexe, en incitant par exemple les femmes à se former à la mécanique et les hommes à la confection textile;

Encadré 2. L'intégration des principes d'égalité entre hommes et femmes dans la formation professionnelle au Botswana

L'Autorité nationale de formation du Botswana, en collaboration avec le Département des questions féminines au sein du ministère du Travail et de l'Intérieur, a rédigé une «Politique nationale d'intégration des principes d'égalité entre les femmes et les hommes dans l'enseignement professionnel et la formation au travail» (2000) servant les objectifs suivants:

- accroître l'accès des femmes à l'enseignement professionnel et à la formation technique et réduire les abandons pendant la durée de la formation;
- éradiquer l'indifférence aux sexospécificités et accroître la sensibilisation aux différences entre les hommes et les femmes dans les établissements de formation professionnelle; intégrer dans les programmes des formulations applicables indistinctement aux femmes comme aux hommes, améliorer l'attitude des personnes en formation, des instructeurs et des administrateurs face aux différences, à l'égalité et à l'équité entre les femmes et les hommes dans la formation, et promouvoir la formation sur l'égalité afin d'éliminer les stéréotypes et les préjugés sexistes;
- définir les éléments constitutifs du harcèlement sexuel, sensibiliser la population à ce problème et mettre en place des mécanismes stricts de signalement et d'intervention;
- établir et mettre en œuvre un système de collecte régulière de données et de communication de rapports traitant séparément des hommes et des femmes dans tous les établissements de formation professionnelle et indiquant la situation et les besoins de formation des hommes et des femmes, en vue de réduire la discrimination au travail

Source: Autorité nationale de formation du Botswana, 2006, cité dans BIT, 2008a.

- mettre au point une formation flexible et modulaire. Cela profiterait à ceux qui ne peuvent disposer de temps libre (en raison d'un travail saisonnier ou de travaux domestiques) ou qui ne peuvent se permettre de payer une formation à long terme;
- faciliter l'accès des enseignants et des formateurs aux matériels didactiques, aux boîtes à outils et aux équipements et technologies modernes, et mieux les rémunérer;
- élargir le rayon d'action aux franges de la population non desservies en instaurant l'apprentissage mobile ou à distance grâce aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Ces mesures nécessitent d'accroître l'accès aux téléphones mobiles, aux ordinateurs et aux matériels et logiciels d'éducation et de formation et d'investir dans la formation des enseignants et des formateurs aux TIC.
- fournir une orientation professionnelle et des informations pratiques sur le marché du travail (dans le cadre des centres de formation) pour permettre aux jeunes ruraux de faire des choix, en toute connaissance de cause, eu égard à leur éducation, leur formation et leur emploi dans le milieu rural.



Promouvoir des systèmes diversifiés de développement des compétences

Message clé:

Pour développer les compétences dans les zones rurales, il importe de mettre en œuvre divers mécanismes en utilisant des méthodes novatrices de transmission des compétences et en tirant parti des institutions sociales existantes.

Les solutions consistent notamment à:

- associer la formation formelle et la formation non formelle ou conjuguer l'enseignement institutionnel avec un apprentissage en entreprise;

Encadré 3. Formation pour l'autonomie économique des populations rurales (TREE)

TREE est un programme de formation à base communautaire de l'OIT mis en œuvre dans plus de 20 pays d'Asie et d'Afrique. Il permet aux femmes et aux hommes défavorisés de se procurer des revenus tout en acquérant des connaissances et compétences qu'ils pourront ensuite mettre à profit dans leurs communautés. La stratégie du programme TREE se distingue de celle des programmes conventionnels de formation professionnelle du fait qu'elle:

- identifie les activités potentiellement génératrices de revenus, et les besoins en formation qu'elles requièrent, avant de concevoir le contenu et les modalités des programmes de formation spécifiques;
- associe la communauté locale et les partenaires sociaux à chaque phase du processus d'identification, de conception et de fourniture des prestations;
- propose un suivi postérieur à la formation, comme des services d'aide aux entreprises, pour aider les participants à obtenir un emploi salarié ou à monter leur propre entreprise.

Entre 2010 et 2013, un projet TREE, mis en place au Zimbabwe, a fourni une formation à plus de 2 500 jeunes gens dans les métiers de la pisciculture, de l'aviculture, de l'horticulture et de l'apiculture; plus de 75 pour cent des participants ont mis à profit ces compétences en tant qu'exploitant ou dans le cadre d'une coopérative. Plus de 150 cadres ont été formés à la gestion de ces projets TREE et le gouvernement envisage d'étendre le programme à tout le pays.

Source: <http://www.africayouthskills.org/>; BIT, 2009.

- combiner la formation professionnelle et la formation entrepreneuriale en introduisant par exemple des connaissances théoriques et pratiques en matière de gestion dans l'enseignement formel secondaire et supérieur ou en créant des programmes de formation à base communautaire (voir l'encadré 3);
- renforcer et compléter la formation entrepreneuriale en facilitant l'accès des exploitants ruraux aux dispositifs de microcrédit, aux services de développement de l'entreprise et à l'information relative aux marchés. Il peut s'agir d'étendre la portée de ces services et de s'assurer que le cadre juridique est bien approprié.
- promouvoir des systèmes d'apprentissage permettant aux jeunes, filles et garçons, d'apprendre un métier (voir l'encadré 4). Les apprentissages constituent un moyen pratique et souvent économique de développer les com-

Encadré 4. Améliorer l'apprentissage informel

L'OIT considère que l'apprentissage informel est un système de formation qui occupe une place importante dans l'économie informelle. Dans l'apprentissage informel, un apprenti et un maître artisan concluent un accord de formation qui participe des normes et traditions locales. L'apprenti (généralement un jeune) acquiert les compétences propres à un métier ou à un métier de l'artisanat, dans une micro ou petite entreprise, en apprenant et en travaillant aux côtés d'un artisan expérimenté.

S'inspirant de travaux de recherche menés en Egypte, au Ghana, au Malawi, au Mali et en Tanzanie, l'OIT a élaboré un guide destiné à améliorer les systèmes d'apprentissage informels. Il s'agit d'améliorer progressivement un système de formation qui est ancré dans la culture et les traditions de la société qui l'applique et de faire en sorte que le système national de formation le prenne davantage en considération.

Dans le cadre d'un projet de l'OIT au Niger (2005-2010), un système d'apprentissage dual associant enseignement scolaire et apprentissage sur le lieu de travail et reposant sur des pratiques d'apprentissage informel a été instauré pour dix métiers pilotes. En 2010, des activités visant à améliorer le système d'apprentissage informel ont débuté au Bénin, au Burkina Faso et au Zimbabwe, en étroite collaboration avec les associations professionnelles des maîtres artisans, afin de présider à la mise en application du projet destiné aux apprentis des métiers de la charpente, de la couture, de la mécanique, de la soudure et de l'artisanat.

Source: BIT, 2012.

pétences, pour ceux notamment qui ne répondent pas aux critères requis pour suivre une formation formelle.

- améliorer les systèmes d'apprentissage traditionnel et informel pour offrir une formation de meilleure qualité et pour promouvoir les avancées technologiques et les innovations. Cela suppose, selon les situations locales, d'impliquer les associations professionnelles des maîtres artisans dans le processus d'amélioration des activités; de dispenser aux maîtres artisans des compétences techniques, technologiques et entrepreneuriales; d'améliorer les conditions de travail dans le cadre des apprentissages; de fournir des conditions d'accès à l'apprentissage qui soient les mêmes pour les hommes que pour les femmes; et d'intégrer l'apprentissage dans la formation professionnelle formelle.

- mettre au point des programmes de travail à haute intensité de main-d'œuvre pour améliorer l'infrastructure rurale et transférer ainsi des connaissances et compétences aux populations rurales. Ces programmes de travail peuvent véhiculer des compétences dans les domaines notamment de la construction, de l'entretien et de la gestion.

Améliorer les compétences pour stimuler la productivité agricole

Message clé:

L'agriculture est la principale source de revenu des communautés rurales. En stimulant la productivité grâce à l'amélioration des pratiques agricoles, les communautés rurales peuvent accroître leurs rendements et offrir de meilleurs moyens de subsistance, en améliorant notamment les possibilités de chacun de trouver un emploi et de se procurer des revenus agricoles plus élevés. Ainsi, le PNUD estime que la croissance du PIB agricole contribue quatre fois plus à la réduction du taux de pauvreté extrême que la croissance d'autres secteurs (PNUD, 2012).

Promouvoir le développement des compétences peut contribuer à améliorer les pratiques agricoles de plusieurs manières:

- en aidant les petits producteurs à accéder aux marchés, à la technologie moderne et aux chaînes de valeur grâce aux connaissances et informations visant à améliorer la productivité;
- en étendant le rayon d'action des services de vulgarisation agricole par l'adoption d'une combinaison de stratégies formelles et non formelles. Ces services peuvent améliorer sensiblement les connaissances et compétences techniques des petits producteurs et promouvoir les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement;
- en formant des femmes en tant qu'agents de vulgarisation pour permettre aux agricultrices de tirer parti des services de



vulgarisation dans les sociétés où subsiste une ségrégation fondée sur le sexe;

- en encourageant le développement des compétences au sein des associations de producteurs et des coopératives rurales. Ces associations permettent aux exploitants agricoles de mettre en commun leurs ressources modiques, ce qui peut être un moyen efficace d'améliorer les compétences techniques et entrepreneuriales de leurs membres tout en élargissant l'accès à l'information, aux marchés et institutions qui fournissent des facteurs de production et du savoir-faire (voir l'encadré 5);
- en instaurant la sécurité et la santé au travail ainsi que de bonnes conditions de travail dans le secteur agricole. Les mesures de sécurité et de santé au travail protègent non seulement les travailleurs des effets préjudiciables pour la santé mais peuvent améliorer la productivité et contribuer à accroître les rendements agricoles, grâce à la formation dispensée sur les engrais et pesticides (voir BIT, 2005).

Le rôle de l'OIT

L'OIT travaille avec ses mandants (gouvernements et organisations d'employeurs et de travailleurs) pour améliorer l'employabilité de ceux qui ont un travail et de ceux qui sont à la recherche d'un emploi ainsi que la productivité et la compétitivité des entreprises, en s'employant à promouvoir le développement des compétences. Elle aide ses mandants en leur faisant bénéficier des connaissances et des travaux de recherche en la matière, en leur fournissant des conseils sur les moyens d'action à entreprendre ainsi qu'une assistance technique.

Dans le cadre du développement des compétences rurales, l'OIT s'emploie actuellement à:

- réformer et renforcer les politiques nationales en matière de compétences et améliorer les systèmes de formation;
- porter la formation jusque dans les communautés rurales, grâce notamment à des initiatives de formation à base communautaire;
- développer et améliorer les compétences dans l'économie informelle;
- améliorer les apprentissages informels;
- promouvoir l'esprit d'entreprise et la formation à la gestion;
- promouvoir les compétences pour une économie plus verte.

La recommandation (No 195) sur la mise en valeur des ressources humaines, 2004, fournit des orientations sur le contenu et la réforme des politiques en matière de compétences. Elle demande tout particulièrement aux membres de promouvoir l'accès à l'éducation, la formation et la formation tout au long de la vie pour les populations du secteur rural.

Encadré 5. Une coopérative de femmes en Inde

L'association des travailleuses indépendantes (SEWA) a été constituée en 1972 à Ahmedabad. Au départ une petite organisation à caractère associatif destinée aux femmes pauvres travaillant dans le secteur informel, la SEWA compte désormais plus de 1,2 million de membres dans toute l'Inde. Les membres participent à la SEWA par le biais des syndicats ou des coopératives. Les syndicats, tant dans les zones urbaines que rurales, aident leurs membres à obtenir un traitement équitable, à avoir accès à la justice, aux divers marchés et services. Les coopératives aident leurs membres à commercialiser et à améliorer la qualité de leurs produits, tout en leur enseignant les nouvelles techniques et la façon de développer de nouveaux produits. Ainsi, la SWA a montré aux exploitants de sel comment produire un sel industriel de qualité supérieure plutôt qu'un sel de table de qualité médiocre. La plus grande coopérative est la banque de la SEWA. En 2004, la banque était dépositaire de plus de 250 000 comptes, dont les dépôts s'élevaient à quelque 14,4 millions de dollars au total. Elle a encouragé des milliers de femmes pauvres à épargner régulièrement une part de leurs revenus par le biais de programmes comme « les services bancaires de proximité » et a proposé de petits prêts (de 73 dollars en moyenne). Les membres préfèrent emprunter à la banque à un taux d'intérêt de 20 pour cent plutôt que de se faire exploiter par des usuriers.

Source: Banque mondiale, 2006.



Ressources clés du BIT

- Bureau international du Travail (BIT) (2012): *Améliorer l'apprentissage informel en Afrique: Un guide de réflexion* (Genève), http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---ifp_skills/documents/publication/wcms_179660.pdf.
- 2010. *Une main-d'oeuvre qualifiée pour une croissance forte, durable et équilibrée: Une stratégie de formation du G20* (Genève), http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---ifp_skills/documents/publication/wcms_175889.pdf.
 - 2009. *Rural skills training: A generic manual on training for rural economic empowerment (TREE)* (Genève), http://www.ilo.org/public/libdoc/ilo/2009/109B09_302_engl.
 - 2008a. *Améliorer les aptitudes professionnelles pour stimuler la productivité, la croissance de l'emploi et le développement, rapport V*, Conférence internationale du Travail, 97e session, Genève (Genève, 2008), http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_092259.pdf
http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/97thSession/reports/WCMS_092054/lang--en/index.htm.
 - 2008b. *Promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté: rapport IV*, Conférence internationale du Travail, 97e session (Genève, 2008), http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@relconf/documents/meetingdocument/wcms_092055.pdf
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_091721.pdf.
 - 2005. *Amélioration du travail dans le cadre du développement local (WIND)* (Genève), http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---safework/documents/instructionalmaterial/wcms_178800.pdf.

Centre international de formation de l'OIT à Turin, Italie, pour les cours sur les politiques de développement des compétences: http://www.itcilo.org/fr/?set_language=fr

Autres ouvrages de référence

- Brewer, L. 2013. *Enhancing youth employability: What? Why? and How? Guide to core work skills* (Genève, BIT), http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---ifp_skills/documents/publication/wcms_213452.pdf.
- Hartl, M. 2009. *Technical and vocational education and training (TVET) and skills development for poverty reduction – do rural women benefit?*, document présenté lors de l'atelier technique FAO/FIDA /BIT sur le thème «Lacunes, tendances, état de la recherche en matière de genre et d'emploi agricole et rural: quels sont les moyens pour sortir de la pauvreté», Rome, 31 mars-2 avril 2009.
- Fond international de développement agricole (FIDA). 2010. *Rapport sur la pauvreté rurale 2011. Nouvelles réalités, nouveaux défis: de nouvelles chances pour la prochaine génération* (Rome).
- PNUD (2012): *Rapport sur le développement humain en Afrique- Vers une sécurité alimentaire durable* (Washington, DC)
- Banque mondiale (2007): *Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement* (Washington, DC)
- 2010. *India's Employment Challenge: Creating Jobs, Helping Workers*, (Washington, DC)

Contact:

Département des compétences et de l'employabilité
Bureau international du Travail

4, route des Morillons
CH-1211 Genève 22, Switzerland

www.ilo.org/skills

Pour obtenir plus d'informations sur les liens entre l'éducation et la formation d'une part et le travail productif et décent de l'autre, vous pouvez consulter la **Plate-forme mondiale, publique-privée, de partage des connaissances sur les compétences au service de l'emploi**. Lancée à l'initiative de l'OIT, elle bénéficie de l'appui et de la collaboration de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et de la Banque mondiale.

<http://www.skillsforemployment.org/KSP/fr/index.htm>